

Mais qu'est-ce qui ce passe dans mon pays en ce moment ?

Depuis hier Vendredi 21 Janvier 2022, je ne me sens pas à l'aise en tant qu'économiste, nationaliste, patriote et leader de parti politique.

La sortie du Procureur de la République près la cour d'appel de Conakry est une catastrophe de communication juridique, politique et sociale.

Comment peut-on accuser publiquement des gens et des entreprises, en communiquant même leurs numéros de compte bancaire sur les medias et les réseaux sociaux dans ce paysage mondial de piraterie ? Où est donc passé le principe sacrosaint en droit de la présomption d'innocence ?

J'ai suivi avec stupéfaction le Procureur de la République citer des dossiers qui remontent à une trentaine d'années et dont tous les audits ont parlé dans ce pays sans jamais aboutir.

Cette litanie me fait penser à un vacarme populiste pour intimider des citoyens guinéens et en particulier, les leaders politiques que les consciences populaires accusent déjà, sans jugement, de ces présumés délits.

Chacun sait en Guinée que quiconque parle des dossiers comme Air Guinée, les bateaux de Guinomar, des rails démantelés... vise déjà des personnes bien connues, même si les accusateurs ne disent pas leurs noms.

Qui veut-on intimider avec ce tintamarre de mauvais goût ?

Le Procureur de la République n'est-il pas devenu un outil qu'on agite pour effrayer les leaders politiques au moment où les partis politiques guinéens sont entrain de s'organiser pour

revendiquer leur place dans le processus d'une transition apaisée.

En effet, il excite des dossiers plus importants et qui touchent directement à la vie de nos populations à la base, mais qui sont allégrement ignorés sur cette liste sélective. Il s'agit par exemple des **700 000 000 US de RIO TINTO**, des mines de Yomboyéli à Forécariah qui ont exporté plus d'un million de tonnes de fer au vu et au su des autorités d'alors, **EBOMAF** et son exploit sur la route Kankan-Toukounou-Kissidougou et Kankan-Mandiana, les fonctionnaires contractuels de l'éducation et des autres secteurs publics, les centaines d'entreprises d'Etat hérités du premier régime, j'en passe...

La liste de Monsieur le Procureur de la République est trop sélective et ses intentions sont trop visibles comme le nez au milieu du visage. C'est en fait l'enfant qui veut effrayer son grand-père qui l'a vu naître.

Mais pour nous au RDIG, rien ne pourra nous distraire, nous ébranler, à plus forte raison nous détourner de notre objectif de participer efficacement à ce processus de transition. Et je crois profondément que ceci est la même position dans notre coalition politique et chez tous les autres leaders des partis politiques.

Prendre tout pour ne rien saisir d'essentiel, cela s'appelle de la diversion. Et la diversion de Monsieur le Procureur ne nous dérange même pas.

Nous ne sommes pas opposés aux audits dans ce pays. Mais nous nous élèverons énergiquement contre toute démarche orientée et sélective.

Honorable Jean Marc TELLIANO

Ancien Ministre